



En grève à partir du 19 mars: un plan d'urgence pour défendre l'école publique!

Les organisations syndicales appellent ensemble à une grève dans tous les services publics pour de vraies augmentations de salaires le 19 mars.

Les personnellEs de l'Éducation nationale - et plus généralement des services publics - connaissent une véritable paupérisation, qui va encore s'aggraver sans revalorisation du point d'indice ni d'augmentation de salaire en 2024. Au contraire, le gouvernement parle de plus en plus de créer des voies de rémunération au mérite pour les agents publics ! C'est un scandale quand on voit les conditions dans lesquelles on travaille : pas de médecine de prévention, une formation continue inexistante, des demandes de temps partiels ou de disponibilité refusées, des mutations impossibles, une hiérarchie de plus en plus maltraitante !

Les agentEs ne sont pas dans l'attente de « *mérite* » mais d'une rémunération qui leur permette de vivre dignement et soit prise en compte pour le calcul de leurs pensions.

Par exemple, les revalorisations salariales des AESH entrées en vigueur à la rentrée 2023 ne sont absolument pas à la hauteur : les premiers échelons de la grille restent très bas et l'annonce d'une augmentation de 10% s'est traduite par la mise en place d'une indemnité dite "*de fonction*", qui ne répond pas aux attentes ! Pour les AED, aucune mesure n'a été prise, l'indice en CDD reste au plancher du SMIC, et en CDI il est à peine plus haut. La grille salariale annoncée avec les mesures de CDIisation en 2022 n'est toujours pas mise en place. AED et AESH sont maintenuEs dans une précarité structurelle, renforcée par des temps de travail incomplets imposés.

Non au "*Choc des savoirs*", à la réforme du lycée pro et aux manques de moyens: passons à l'offensive!

Dans l'Education nationale et l'ESR, des revendications sectorielles s'ajoutent aux revendications salariales : contre le "*Choc des savoirs*" et les mesures de tri social, contre le démantèlement du lycée professionnel et les coupes budgétaires d'ampleur annoncées dans les deux ministères (700 millions d'économie dans l'Education nationale)! Le passage éclair de la Ministre Oudéa-Castéra, a montré à tousTEs à quel point ce gouvernement n'était capable de répondre à la souffrance des personnels et des usagerEs que par toujours plus de mépris. Alors que le ministère montre des signes de faiblesse sur l'application des groupes de niveaux, il faut maintenir la pression pour forcer l'abandon des autres mesures du "*choc des savoirs*" et la casse du lycée professionnel : lutter contre le formatages des enseignements, comme les manuels labellisés (une mesure adoptée par le gouvernement fachisant et réactionnaire de Victor Orban en Hongrie), la réécriture étriquée des programmes, la réduction des enseignements aux "*savoirs fondamentaux*", condamnant les personnels à appliquer des

méthodes décidées par le ministère, la multiplication des évaluations, la ségrégation à l'entrée du lycée, la casse de la formation continue, la remise en cause du collège unique, l'orientation précoce des élèves. Le manque de moyens et les classes surchargées entraînent déjà une dégradation des conditions de travail et une souffrance au travail des personnels qui, tant bien que mal, assurent leur mission de service public.

Toutes ces mesures accompagnent la volonté de plus en plus marquée de mettre au pas la jeunesse - des uniformes (dont la généralisation coûtera 2 milliards d'euros) au SNU en passant par Parcoursup - de plus en plus visible aux yeux de tousTES. Les suppressions de postes à la rentrée 2024 ne vont certainement pas améliorer les choses, au détriment des élèves les plus fragiles, de l'éducation prioritaire et d'une école réellement inclusive! Autant de signes dans l'éducation nationale d'une politique violente, classiste, raciste et validiste qui ne permet pas l'émancipation des élèves

Qu'on ne s'y trompe pas: Le trio Attal-Macron-Le Maire a pris pour cible le service public d'éducation. À nous de construire des mobilisations pour gagner les moyens nécessaires pour rendre le service public d'éducation accessible à tousTES les élèves! Face aux partisans du tri social et de la privatisation de l'éducation, il est temps de passer à l'offensive et de défendre le modèle d'une école pour toutes et tous.

Parce que nous ne supportons plus la confiscation de nos outils de travail, parce que nous affirmons que sans moyen, l'école inclusive n'est et ne restera qu'un slogan, parce que nous nous opposons à la précarisation de nos métiers, SUD éducation 13 appelle à la grève dès le 19 mars, et au delà.

Pour SUD éducation 13, la grève du 19 mars est un point d'appui pour construire une mobilisation massive, dans la durée, pour arracher des victoires! Dans de nombreux départements (93, 69, 44 et autres!) les personnels de l'éducation sont déjà en lutte depuis plusieurs semaines: rejoignons-les!

SUD éducation 13 appelle, aux côtés des autres organisations syndicales, à poursuivre la mobilisation en se mettant en grève le mardi 19 mars, et à continuer et amplifier le mouvement dans les jours suivants.

SUD éducation 13 appelle l'ensemble des personnels du 1er et du 2nd degré à se rassembler en Assemblée Générale dans leurs écoles et leurs établissements afin de voter la grève, de discuter des suites de la mobilisation et de construire une plateforme de revendications pour la défense de l'école publique.

SUD éducation 13 appelle aux côtés de l'intersyndicale éducation à rejoindre la manifestation qui partira des Réformés à 10h30.

SUD éducation 13 et l'intersyndicale appellent à se rassembler en Assemblée Générale de grévistes avant la manifestation, à 9h au local de Solidaires au 29 Bd Lonchamp, 13001 puis de participer aux ateliers de réflexion sur les revendications et de propositions d'actions, à la Bourse du travail à partir de 14h.